

RCD : le virage vers l'Opposition institutionnelle ne fait pas l'unanimité

L'ancien vice-président de la République et président national du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), Azarias Ruberwa Manyiwa, s'est résolu de claquer la porte des alliés de la majorité présidentielle. Il s'est, pour cela, mué en opposant au régime Kabila. Il l'a fait savoir lors du point de presse qu'il a tenu le 17 avril dernier au siège de son parti, dans la commune de la Gombe. Ce virage ne fait, toutefois, pas l'unanimité au sein du parti.

Le revirement du RCD alimente les conversations dans les salons huppés de Kinshasa. On s'interroge sur les mobiles d'une telle décision aux lendemains de l'élection des gouverneurs où, grâce aux alliances tissées avec la majorité présidentielle, ce parti a réussi à placer ses deux membres dans la direction de deux provinces. C'est notamment le cas de Déo Nkusu, le vice-gouverneur du Bas-Congo.

Dans la presse locale, certains analystes estiment que le président national du RCD a profité de l'absence du pays du chef de file de l'opposition institutionnelle, Jean-Pierre Bemba, et du n° 1 de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Etienne Tshisekedi (leader de l'opposition non institutionnelle), pour s'affirmer à la tête de l'opposition. Question de leadership.

D'autres observateurs pensent cependant qu'Azarias Ruberwa s'est assumé. Ils soutiennent que le président national du RCD a compris que «le bateau Gouvernement» coule lentement, mais sûrement.

Pour fixer l'opinion, une fois pour toutes, l'ancien vice-président de la



République est revenu sur les raisons qui l'ont poussé à tourner le dos aux alliés de la majorité présidentielle, après avoir observé ce qu'il qualifie de «neutralisme positif» depuis que son parti ne se retrouve pas au sein du Gouvernement.

Dans une interview accordée le 23 avril dernier au quotidien Le Potentiel, il a évoqué notamment «le retour à la pensée unique» et «l'inefficacité du Gouvernement après plus de 60 jours».

Le président du RCD s'inscrit en faux contre la manière de traiter les questions importantes de la vie nationale par l'Exécutif. Il a donné l'exemple du tout «premier Conseil des Ministres qui n'a duré qu'une heure» et qui n'a accouché que des mesures loin de satisfaire, dans les brefs délais, les besoins de la population.

Selon Azarias Ruberwa, le Gouvernement devait se pencher, entre autres, sur le problème crucial de transport en commun et essayer de le résoudre. Ce serait, d'après lui, l'une des «actions à impact visible et immédiat». «La population, a-t-il déclaré, ne voit pas le Gouvernement, elle ne le sent pas».

«L'opposition n'est pas synonyme de désordre»

Déplorant le déficit de communication au sein du Gouvernement, Azarias Ruberwa a décidé de faire son entrée dans le camp adverse et soutenu pour «une opposition responsable, constructive et qui a une vision».

«Une opposition de qualité, réfléchie et systématique dans ses actions», a-t-il souligné, avant de faire remarquer que «l'opposition n'est pas

synonyme de désordre». Pour le président du RCD, l'opposition devrait, notamment faire le suivi de l'exécution du programme du gouvernement central et, éventuellement, rappeler ce dernier à respecter ses engagements.

«Cette décision ne fait pas l'unanimité»

Abordé par le «Journal du Citoyen», un haut cadre du RCD, qui a requis l'anonymat, fait observer que le directoire national est divisé face à la démarche du président national. «Cette décision ne fait pas l'unanimité au sein du parti, du moins en ce qui concerne les cadres», a-t-il indiqué.

Selon ce haut cadre du parti, «tout le monde n'a pas été consulté». «Pour le respect de la base, soutient-il, il fallait associer les délégués des organes du parti avant de prendre cette grave décision».

Olivier DIOSO

New-York et Londres à la rescousse de la RDC

La vice-secrétaire générale des Nations unies, Asha Rose Migiro, a effectué une mission en RDC pour se rendre compte de progrès réalisés dans l'installation des nouvelles institutions congolaises. Le 23 avril, elle a pris langue avec le Premier ministre, Antoine Gizenga. D'origine tanzanienne, Migiro a manifesté la volonté de l'ONU d'aider le Congo pour le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité politique. «La RDC a organisé des élections, mais beaucoup de défis restent encore à relever. Le Congo doit travailler avec les Nations unies et la communauté internationale afin qu'il accomplisse ses objectifs», a-t-elle déclaré.

Soutenant que les élections ne constituent qu'un premier pas de la démocratie, Migiro a indiqué que l'Onu «continuera à travailler pour permettre à la RDC de consolider le processus de paix».

Reçu le même jour par Antoine Gizenga, le ministre britannique de la Coopération internationale, Hillary Benn, a annoncé l'octroi à la RDC d'une aide financière non remboursable de 70 millions de Livre sterling, équivalent à 140 millions de dollars américains.

Hillary Benn a également indiqué que Londres va aider le Congo dans les domaines de la santé, des infrastructures, de l'environnement et de la sécurité.

Blaise NDONGALA

Des militaires de la garde de Ruberwa et de Bemba disposés à intégrer les FARDC

Les militaires commis à la garde des ex vice-présidents Jean-Pierre Bemba et Azarias Ruberwa optent de plus en plus pour leur intégration au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Joint au téléphone, Simplice Kalunga, conseiller en communication du ministre congolais de la Défense, a reconnu qu'un effort est consenti au niveau de Ruberwa qui est disposé à remettre ses militaires à la disposition de la hiérarchie de l'armée régulière. Ce, conformément au communiqué du chef d'état-major général, le lieutenant-général Kisempia, demandant à toutes les autorités de transition de libérer les militaires commis à leur sécurité.

«J'avais une approche différente»

La plupart des autorités avaient répondu favorablement au communiqué de l'état-major général, a fait savoir Simplice Kalunga. Toutefois, souligne-t-il, l'ex vice-président Ruberwa avait demandé qu'on lui accorde du temps pour prendre des dispositions nécessaires avant de mettre ses hommes à la disposition

de l'armée. «C'est ce qui a été fait», assure le conseiller du ministre de la Défense.

Au cours du point de presse qu'il a tenu le 17 avril dernier dans sa résidence de la commune de la Gombe, Azarias Ruberwa a abordé la question du désarmement de ses gardes. «J'avais, dit-il, une approche différente de celle de mon collègue Jean-Pierre Bemba sur la question de l'intégration de nos gardes au sein des FARDC».

«Ma position, a-t-il renchéri, était tout à fait contraire. N'étant plus vice-président et ne pouvant évoquer l'accord passé entre les deux candidats au second tour de la présidentielle, je n'avais aucune raison de ne pas remettre à la hiérarchie militaire les éléments de ma garde.»

Brassage

«Actuellement, affirme Simplice Kalunga, les éléments de la garde rapprochée de Ruberwa sont en train de rejoindre les centres de brassage sans résistance. Ceux qui vont opter pour la vie militaire seront à la charge de la structure militaire d'intégration et ceux qui choisiront la vie civile seront démobilisés. Mais,

la plupart des militaires de la garde de Ruberwa choisissent l'armée».

Le commandant Gabriel de Brosses, porte-parole militaire de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (Monuc), a, pour sa part, révélé que les militaires qui assuraient la sécurité de Jean-Pierre Bemba rejoignent également les rangs de l'armée régulière.

Intégration

«A Gbadolite, indique-t-il, une délégation du Service militaire d'intégration (SMI) a constaté le 19 avril dernier que, sur l'ensemble des ex-membres du Détachement de protection de Bemba, 113 ont choisi de suivre le processus d'intégration dans les FARDC et 129 ont opté pour leur démobilisation.»

«Une équipe d'observateurs militaires s'est rendue au camp Kotakoli (dans la province de l'Equateur), occupé par les anciens soldats des Forces Armées Zairoises; et sur les 100 hommes présents, 72 ont été recensés en vue de leur intégration dans les FARDC», reconnaît le commandant Gabriel de Brosses.

Bibiche MUNGUNGU et Blandine LUSIMANA

Sommaire

■ La Maison des élections se mue en instrument de bonne gouvernance.....P.2

■ Dominique Munongo : «Les femmes doivent être plus audacieuses et présentes lors des prochaines élections».....P.3

■ Nord-Kivu: les partis politiques se vident après les élections.....P.4

A chaud

Les sièges du MLC et des médias de Bemba dans un état délabré



Le siège du Mouvement de Libération du Congo (MLC) et les installations des médias de Jean-Pierre Bemba sont de nouveau accessibles. Ils ont été officiellement remis à leurs responsables le 22 avril dernier, soit un mois après leur occupation par l'armée régulière.

Réagissant à ce propos, le porte-parole de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo (Monuc), Kemal Saiki, a indiqué que son institution est satisfaite de la réouverture des locaux abritant les sièges des Canal Congo télévision (CCTV), Canal Kin télévision (CKTV) et de la Radio Liberté Kinshasa (Ralik), sur l'Avenue du port, dans la commune de la Gombe. Il a salué le geste des autorités

congolaises, d'autant plus que «les libertés d'expression et de la presse sont garanties par la Constitution de la RDC».

Dégâts matériels

Bien que restitués, ces locaux ne sont pas en bon état. Lorsqu'on entre dans les installations de CCTV, Canal Kin TV et de Ralik, on est frappé par la ruine. Dans la salle de montage de CKTV, tout comme au magasin général des matériels et au bureau de maintenance technique, la crasse saute aux yeux.

Des débris de matériels jonchent le sol et pratiquement tous les appareils ont été emportés après les affrontements qui ont opposé l'armée régulière aux militaires commis à la garde de Jean-Pierre Bemba.

On ne retrouve plus l'outil informatique, les trois bandes ou pupitres de montage complets, les faisceaux mobiles, les matériels techniques stockés au magasin et ceux qui étaient en réparation.

Même les splits, câbles, prises et tubes électriques, ainsi que les mobiliers de bureaux, les vitres du bâtiment, les cuves des toilettes...ont disparu.

Le siège du MLC dépouillé

Une personne qui arrive pour la première fois à la permanence du MLC, dans l'ancien immeuble de l'entreprise Comcell, aurait du mal à réaliser qu'il y avait, dans ce bâtiment, des équipements et plusieurs compartiments.

Du bureau du Secrétaire général du parti à celui du Secrétaire exécutif, en passant par ceux de divers responsables, il n'y a pas moyen de circuler sans courir le risque d'être blessé par des débris de vitres cassées.

Ordinateurs, photocopieurs, scanners, imprimantes et autres consommables informatiques ont été emportés. De même, les mobiliers de bureaux, les moquettes, les vitres... Les rares mobiliers abandonnés sont cassés et des dossiers déchirés jonchent les escaliers.

Dominique MUKENZA

Grands Lacs : les étudiants se mobilisent pour la paix

Cent cinquante étudiants de toutes les provinces de la RDC ainsi que leurs collègues du Rwanda et de la République du Congo (Brazza) se sont engagés, le 21 avril dernier, à promouvoir et à consolider la paix dans la sous-région des Grands Lacs. Ils l'ont déclaré à l'issue du deuxième Forum national des étudiants catholiques (FNEC II) organisé, du 15 au 21 avril, au Centre Theresianum de Kintambo, à Kinshasa.

Initiative des commissions pour l'Apostolat des laïcs et «Justice et Paix» de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (Cenco), cette rencontre a permis aux délégués des universités et instituts supérieurs des trois pays de réfléchir sur le thème : «Pardon, réconciliation et bonne gouvernance: responsabilité de la jeunesse dans la construction de la paix».

«Ce forum rentre dans le cadre des préoccupations de la Cenco après la participation des évêques des Grands Lacs au Sommet de Nairobi», a déclaré l'abbé Ambrose Mutshembe, secrétaire de la commission épiscopale pour l'Apostolat des laïcs. «Les jeunes, poursuit-il, doivent prendre conscience de leur rôle dans ce processus, car la paix véritable a pour béquilles le pardon et la réconciliation».

Président de la même commission, Mgr Anatole Kalala, évêque de Kamina, a convié les participants à être des évangélisateurs d'autres jeunes, conformément à l'appel du pape Jean-Paul II. Et pour montrer les premiers signes de leur engagement, les étudiants ont organisé, à travers la capitale, une marche de la paix à l'issue de laquelle ils ont planté «un jalon de paix», dans la cour du Centre interdiocésain, siège de l'Eglise catholique en RDC.

«En admettant qu'il n'y a pas de développement sans paix et qu'une véritable paix suppose pardon et réconciliation, nous, étudiants rwandais, souhaitons la collaboration avec nos frères et sœurs étudiants participants à ce deuxième forum national», a déclaré au terme de la marche la déléguée des étudiants rwandais, Mireille Biraro.

Pour sa part, la représentante du Congo-Brazzaville a souhaité que «les gestes ainsi posés ne soient pas un simple folklore, mais une lanterne dont la lueur rayonnera en nous, en Afrique et partout dans le monde».

La porte-parole des étudiants de la RDC a, quant à elle, invité ses pairs à «faire office de relais entre les catholiques et les chrétiens des différentes Eglises ainsi qu'entre les membres de la société civile, quelles que soient leurs convictions politiques, philosophiques et religieuses».

Desiré BAERE

A savoir

La Maison des élections se mue en instrument de bonne gouvernance

«La Maison des élections» a joué un rôle important pendant la période électorale. Créé le 12 mars 2005, ce projet conjoint de la Haute autorité des médias (Ham) et de la Commission électorale indépendante (CEI) a permis à la population de s'impliquer dans le processus électoral. Aujourd'hui, au terme de son mandat institutionnel qui a expiré le 31 décembre 2006, cette structure s'est muée en une Organisation non-gouvernementale (ONG) dénommée «Maison des élections et de la bonne gouvernance».

Instrument de communication électorale, la Maison des élections s'est fixée l'objectif d'assurer l'éducation politique et civique de la population pour notamment la préparer aux scrutins et à l'acceptation des résultats des urnes.

Soutenu par la Ham et la CEI, avec l'appui financier de la Coopération technique allemande «GTZ» (Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit), ce projet s'est illustré par ses nombreuses initiatives, notamment «la caravane des élections».

Organisée dans une ambiance festive en période de campagne, la caravane regroupe, à travers le pays, des comédiens, des musiciens, des professionnels des médias, des chauffeurs... Des véhicules, des motos, des vélos, voire des navires sont mobilisés pour la sensibilisa-

tion électorale. Le cortège fait le tour des villes et des milieux ruraux au son de la fanfare.

Comprendre le bien-fondé des élections

A l'aide d'un mégaphone, les sensibilisateurs diffusent des messages qui exhortent le public à aller aux urnes, à comprendre le bien-fondé des élections, à éviter d'être dupé par des candidats véreux lors de la campagne électorale... Par la même occasion, la Maison des élections distribue des affiches, des dépliants et bien d'autres supports de sensibilisation électorale.

Outre la caravane des élections, d'autres supports ont été régulièrement utilisés à différentes phases de la période pré-électorale, électorale et post-électorale. Il s'agit notamment de banderoles, de la bande dessinée, de spots

publicitaires, de jingle, de la chanson, du théâtre, des affiches, etc.

Aller au-delà des élections

Muée désormais en association sans but lucratif, la «Maison des élections et de la bonne gouvernance» tient, cette fois, à aller au-delà des élections. Loin de rester une institution ponctuelle, cette ONG est déterminée à assurer la communication de façon permanente, dans la perspective des élections de 2011.

La nouvelle structure poursuit les mêmes objectifs que le projet institutionnel

dont elle est issue, à savoir assurer l'éducation politique et civique de la population. Elle tient surtout à renforcer les acquis de la transition en matière de démocratie et à consolider l'esprit participatif en faveur de la bonne gouvernance.

Se confiant au «Journal du Citoyen», le coordonnateur de la «Maison des élections et de la bonne gouvernance», M. Dieudonné Tombe, affirme qu'il n'y a pas démocratie sans la participation des citoyens à la vie de la cité. Il souligne la nécessité, aujourd'hui, d'éduquer les citoyens en vue de

leur participation à la bonne gouvernance participative.

Partenaire de la future Ceni

«Si la population ne continue pas de rester en éveil par rapport à une classe dominante orientée vers la corruption, le clientélisme... tout ce qu'on a investi pour bâtir, au cœur de l'Afrique, un système vraiment démocratique et participatif risque de s'écrouler. La situation post-électorale aujourd'hui plaide en faveur d'un effort de sensibilisation et d'éducation civique, si on veut que la démocratie apporte un plus à notre population», explique Dieudonné Tombe.

Dans la perspective des prochaines élections urbaines, municipales et locales, la Maison des élections et de la Bonne gouvernance, en tant que force de la société civile, est disposée à travailler avec la future Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Son rôle va consister à assurer l'éducation civique des citoyens et à vulgariser l'ensemble des mesures prises par les animateurs des institutions étatiques pour encadrer ces scrutins.

Joseph NKAMBIDIO



A cœur ouvert

Dominique Munongo : «Les femmes doivent être plus audacieuses et présentes aux prochaines élections»

Vice-présidente de la Ligue des Princesses du Congo, Mme Dominique Munongo Inamizi est la fille du chef coutumier du Katanga, Mwami Mwenda M'Siri Munongo. Sociologue de formation, elle dirige une ONG, le Centre de Développement pour la Femme (CDF), qu'elle a initiée en 1995. A l'approche des élections locales, elle s'active à mobiliser les femmes pour qu'elles soient plus présentes aux postes de décision.

Dominique Munongo, qu'est-ce qui fait votre particularité aujourd'hui ?

Je suis vice-présidente de la Ligue des Princesses du Congo. Originaire du Katanga, je suis quatrième d'une famille de neuf enfants, issus du couple du Mwami Mwenda M'Siri Munongo - Godefroid - le chef coutumier des Bayeke - et de Clotilde Mulenda Banza Kapapa. Sociologue de formation et mère de deux enfants, je me suis engagée dans le mouvement associatif depuis près de douze ans dans différents réseaux de défense des droits de l'homme, de lutte contre la corruption, des médias et surtout dans la lutte contre la pauvreté qui mine notre société.

Quels genres d'activités votre ONG mène concrètement sur le terrain ?

Le CDF, ma fondation, s'occupe particulièrement de femmes en quête d'un mieux-être matériel et financier en vue de leur promotion. Je suis partie d'un constat : plus les femmes sont pauvres, moins elles ont les moyens - intellec-

tuels, politiques ou financiers - pour faire respecter leurs droits mêmes si ceux-ci sont inscrits dans des textes juridiques. L'une des solutions, c'est donc l'amélioration de la capacité des femmes à générer des revenus ou à y accéder. Le CDF a ainsi organisé des sessions de formation et journées de sensibilisation sur la gestion des micro-entreprises, la mise sur pied d'activités génératrices de revenus... Nous accordons aussi un appui financier à celles qui le souhaitent moyennant un remboursement, permettant ainsi une certaine autonomie financière de la femme. Outre les femmes et jeunes filles, nous avons des hommes au CDF qui sont notamment des lecteurs de notre Centre de documentation. Les formations dispensées sont de plusieurs ordres et sont programmées en fonction de journées internationales et surtout en tenant compte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le CDF a-t-il joué un rôle déterminant dans la mo-



(Photo CDF)

Dominique Munongo demande aux dirigeants élus de réaliser les promesses faites lors de la campagne électorale.

bilisation des femmes lors des élections ?

Sans aucun doute, car cela constitue le troisième objectif : promouvoir la parité entre les femmes et les hommes. Différents ateliers ont été organisés pour inciter les femmes à voter massivement et réaliser combien leurs voix étaient cruciales, si pas décisives, durant tout le processus. Même si les femmes n'ont pas été nombreuses à être élues, nous ne désespérons pas, car, pour les élections prochaines, des progrès seront faits dans ce sens. Dans l'entre-temps, nous apprenons à nos membres qu'il faut un contrôle social exercé par chaque citoyen congolais, en particulier, et

par les organisations de la société civile en général, pour que notre démocratie soit viable. Sinon, nous aurons laissé une part importante de notre pouvoir de souverain primaire aux politiciens. Or, il faut toujours les tenir à l'œil pour assurer qu'ils tiennent les promesses faites avant les élections.

Quelles sont vos attentes face aux nouveaux dirigeants issus des urnes ?

Si tous les engagements pris et promesses faites lors de différentes campagnes sont respectés, dans un esprit de collaboration et de tolérance, cela sera déjà bénéfique pour la population congolaise qui attend

encore. Elle ne voit pas grand-chose venir comme signal de sortie de la crise multiforme qui caractérise notre société. Il faut réhabiliter les infrastructures, réduire la misère et redonner à notre peuple des raisons de croire encore en ce Congo que nous prenons chaque fois l'engagement de bâtir plus beau qu'avant. Notre souhait est que les nouveaux dirigeants ne se contentent pas des avantages que leur offrent leurs titres, mais qu'ils se souviennent de la tension vécue lors de l'attente de la proclamation des résultats des urnes et qu'ils sachent que le peuple a une mémoire. Cinq ans vont vite passer et la sanction du peuple sera là pour trancher...

Avez-vous un message particulier à adresser aux femmes qui se préparent aux élections locales ?

Qu'elles soient plus audacieuses, plus déterminées et plus présentes lors des prochaines élections. Connaissant mieux les besoins réels et profonds de la population, les femmes devront également faire la différence. Du reste, la femme, meilleure gestionnaire, combattra mieux la corruption et ses méfaits qui ramènent la RDC à une situation de non Etat.

Propos recueillis par Yves KALIKAT

Micro baladeur

Doit-on lever l'immunité du sénateur Jean-Pierre Bemba ?

Josephine Misengabu, 48 ans, couturière, Matete

Je ne comprends pas cette précipitation, car le Sénat n'a même pas encore mis en place son bureau définitif. A mon avis, il faut attendre que cela soit fait et que le sénateur Jean-Pierre Bemba - qui est parti au



Portugal pour des soins - revenue au pays. Ainsi, même s'il faut le condamner, on devra d'abord l'entendre et lui donner l'occasion de se défendre.

David Kusambila, 34 ans, informaticien, Lemba



Je m'inscris en faux contre une telle démarche dans la mesure où un pays ne peut bien se développer qu'avec l'apport de l'opposition. En sa qualité de sénateur et d'opposant, Jean Pierre Bemba a un grand rôle à jouer dans le cadre du contrôle de l'action gouvernementale dans notre pays. Même si certains veulent lui imputer aujourd'hui les récents troubles, nous pen-

sons que le président de la République, en tant que père de la Nation, doit savoir pardonner. Il est normal, pensons-nous, qu'on retrouve des enfants de tempérament différent au sein d'une même famille.

Pierre Kalenda, 55 ans, professeur de physique, Gombe



Nous sommes une démocratie naissante avec beaucoup de problèmes encore en suspens. Compte tenu

de cela, je pense qu'il ne faut pas aller trop vite en besogne. Le cas Jean-Pierre Bemba doit donc être traité avec beaucoup de sagesse, en évitant des solutions prématurées et non réfléchies.

Manassé Makanda, 43 ans, boutiquier, Selembao

A mon avis, une telle démarche n'est pas bonne, étant donné que la démocratie recommande aussi la tolérance. Même si le sénateur Jean-Pierre Bemba aurait mal agi, il reste tout de même un fils du pays et devrait s'exprimer librement.



Bernadette Lamba, 30 ans, comptable, Gombe



Cette démarche, à mon avis, n'est pas bonne, car le sénateur Jean-Pierre Bemba avait eu 42% de voix favorables lors du second tour de l'élection présidentielle. Comme il y a un grand nombre de Congolais qui croient en lui, on ne doit pas l'effacer comme ça. J'estime que ce n'est pas normal.

Propos recueillis à Kinshasa par Dieudonné MBUYI

NORD-KIVU

Les partis politiques se vident après les élections

Les partis politiques ont eu du succès au moment des élections. Celles-ci passées, les adhérents s'en vont, découragés par les intérêts divergents, les promesses non tenues, le clanisme et le népotisme.

Pour les partis politiques, «l'après-élections» est bien différent de «l'avant-élections». A Beni et à Butembo, au Nord-Kivu, leur nombre s'était multiplié comme des petits pains, avant de décliner ces derniers temps. «Jusque dans les villages les plus reculés, vous pouviez trouver des bureaux de partis politiques», affirme Mahali, habitant de Mutwanga, au pied du Ruwenzori. Chaque jour, ils accueilleraient des nouveaux adhérents.

Les raisons d'adhésion

A l'époque, la population du Nord-Kivu manifestait un engouement jamais vu envers les partis politiques. «Les gens ne prenaient même pas le temps de chercher à comprendre la philosophie d'un parti avant d'en devenir membre. Chacun était poussé par ses propres intérêts», explique James Kabuto, un analyste politique indépendant.

Cette adhésion massive s'explique par différentes raisons. Athanase Kakule, politologue à Butembo et activiste de la société civile explique : «Les uns étaient attirés par l'appartenance à une formation politique, le goût de la démocratie, quelle que soit son idéologie. D'autres cherchaient à

décrocher un poste au sein du parti dans l'espoir d'obtenir un avantage sous forme d'emploi. Enfin, d'autres encore adhéraient en raison de liens familiaux avec le leader du parti au niveau national ou provincial.»

Selon Athanase Kakule, les deux dernières catégories étaient plus attirées par les avantages matériels et financiers.

Vagabondage politique

La grande différence reste la situation créée après les élections. Avant même la fin de celles-ci, des défections ont eu lieu. «On a vu des membres et même des cadres de partis politiques s'affilier successivement à deux, trois, voire quatre partis en un mois», explique Innocent Bizi, étudiant. Aucun parti n'a été épargné de ce mouvement.

L'espoir déçu d'une promotion ou d'un poste au sein ou en dehors du parti explique ce que Janvier Muhima, cadre provincial du Parti Démocrate Chrétien, appelle le «vagabondage politique».

«Les leaders avaient péché par excès de promesses non réalisées», estime Abdul Ngwala Ngwala, un activiste de la société civile. «Certains avaient promis de l'emploi, une meilleure vie, de l'argent aux animateurs de leurs partis», ajoute-t-il.

Plaintes des militants

L'objectif de ces leaders était de réaliser de bons scores électoraux grâce à des personnes susceptibles



d'attirer des voix. «A chaque réaménagement de comité d'un parti correspondait la défection des membres écartés de leurs fonctions», explique Athanase Kakule. Ils étaient suivis par leurs partisans, comme si ceux-ci avaient adhéré uniquement pour suivre leurs frères, ami et proche», conclut cet analyste.

«J'étais le militant de la première heure de notre parti. Ma maison a même servi de siège pendant un an. Mais à l'aube de la campagne, on m'a écarté. Alors, je suis allé ailleurs», se plaint un ancien membre d'un parti politique, sous le couvert de l'anonymat.

L'hécatombe

Après les élections, le verdict tombé, de nombreux candidats, parmi les-

quels des responsables de partis, se sont retrouvés perdants. Leurs membres, démotivés, s'en sont allés. Les bureaux ont été désertés, l'argent du loyer a manqué, jusqu'à ce que les bureaux ferment l'un après l'autre.

Innocent Kambale, septuagénaire et agriculteur à Musienene, constate désormais que «chacun, ici au village, avait adhéré à un parti politique».

«Par jour, explique-t-il, l'on enrégistrait 50 à 100 nouveaux membres. Mais aujourd'hui, dans notre localité, seuls deux partis sur une trentaine ouvrent encore leurs portes, avec cinq fois moins de membres qu'auparavant.» Hors élections, la motivation citoyenne est bien difficile à entretenir...

Patient NDOOLE MAMBO
InterCongo media/Syfia

BANDUNDU

Kikwit : la population préparée aux élections municipales

Le bureau de liaison de la Commission électorale indépendante (CEI) et la Mission de l'Organisation des Nations unies au Congo (Monuc) ont conjointement organisé, le 4 avril dernier à Kikwit, dans la province de Bandundu, une rencontre d'information et d'échange pour préparer la population aux élections municipales.

Une centaine d'acteurs non étatiques issus essentiellement d'ONG et d'associations de la ville ont pris part à cette rencontre et discuté sur le rôle des institutions décentralisées de la 3^{ème} République et des femmes dans la phase actuelle du processus électoral.

D'autres questions ont aussi été abordées, notamment la mission et le rôle de la Monuc dans le processus électoral, la problématique de l'éducation civique et la sensibilisation électorale, les modes des scrutins à venir, la situation des témoins des partis politiques, des observateurs et des candidats indépendants, ainsi que l'acceptation des résultats.

Scrutins direct et indirect

«Les élections à venir diffèrent selon que le mode de scrutin est direct ou indirect», a expliqué l'un des intervenants à la rencontre, Barthélemy Kabongo de l'IFES/Kikwit.

Il a précisé que le scrutin direct est celui par lequel le peuple souverain choisit directement lui-même ses dirigeants (représentants).

Ce mode de scrutin concerne l'élection des conseillers des secteurs/chefferies (article 207-214 de la Loi électorale).

Quant au scrutin indirect, «c'est celui par lequel le peuple souverain

choisit ses dirigeants au second degré à travers ses représentants que sont ici les conseillers urbains, les conseillers des communes et conseillers des secteurs/chefferies», a indiqué le représentant de l'IFES.

La femme doit convaincre...

Sensibilisant les femmes pour qu'elles s'impliquent activement dans les élections prochaines et par une parité réelle, le chef de bureau de liaison de la CEI/Kikwit, Norbert Okung, les a interpellées en ces termes : «Il n'y a que la femme, la femme seule en dernier ressort, qui doit

ouvrir la bouche, parler et convaincre ses pairs pour une parité réelle».

La révérende Marie-Bernard Mubadidi, responsable de National Democratic Institute (NDI), a épinglé quelques pesanteurs culturelles, notamment la paresse de la femme face aux élections, qui expliquent que celle-ci soit toujours soumise et n'arrive pas à assumer ses responsabilités. Elle a exprimé son regret quant au nombre très réduit des femmes au Parlement, au Sénat, dans les Assemblées provinciales et les gouvernorats.

Badylon KAWANDA BAKIMAN
InterCongo media/Syfia

Brèves

Une sélection de Dieudonné MBUYI

■ **Processus électoral.** La vice-secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Mme Asha-Rose Migiro, a réaffirmé le soutien de son institution à la poursuite du processus électoral en RDC. Arrivée à Kinshasa le 22 avril pour une visite de travail de trois jours, elle s'est entretenue avec les autorités congolaises ainsi qu'avec le président de la CEI, l'abbé Apollinaire Malumalu. Le numéro 2 de l'ONU a appelé à la mise en place rapide d'un cadre juridique devant permettre l'organisation des élections urbaines, municipales et locales.

■ **Calendrier.** L'Assemblée nationale a adopté le 24 avril dernier le calendrier de sa session ordinaire de mars 2007. C'est au cours de cette session que les députés nationaux procéderont à l'examen et à l'adoption des lois sur le statut de l'Opposition, sur le découpage administratif de nouvelles provinces, sur le budget 2007 et sur la mutation de la Commission électorale indépendante (CEI) en Commission nationale indépendante (CENI), afin de permettre à cette nouvelle structure d'organiser les élections urbaines, municipales et locales.

■ **Katanga.** L'Assemblée provinciale dispose déjà de son budget 2007. Voté le 18 avril dernier au cours d'une séance à huis clos, il sera essentiellement consacré au fonctionnement de l'Assemblée, à la rémunération des députés provinciaux et du personnel d'appoint. Pour une exécution rationnelle dudit budget, le Parlement provincial a également adopté un règlement financier qui fixe les compétences en matière de gestion du budget.

Journal Citoyen

Supplément indépendant d'informations électorales

1^{er} niveau, Immeuble SOMIP
Avenue du Commerce n° 34
Kinshasa/Gombe
e-mail : journalducitoyen@yahoo.fr
© 081- 0123090

http://www.jdconline.net

■ Projet de la Haute Autorité des Médias, financé par DFID, la DGC, l'APEFE et l'ACDI; en partenariat avec l'Institut PANOS Paris et l'APEFE
■ Le «JDC» est envoyé en province avec l'appui logistique de la MONUC

Consultant
Philippe DE BOECK
Directeur de rédaction
Yves KALIKAT
Rédacteur en chef
Desiré BAERE
Gestion et Comptabilité
Sylvie KOKOKANI

Pigistes (Kinshasa)
Joseph NKAMBIDIO (APA)
Olivier DIOSO (Le Potentiel)
Dominique MUKENZA (Le Phare)
Blandine LUSIMANA (L'Observateur)
Bibiche MUNGUNGU (La Référence Plus)
Blaise NDONGALA (The Post)
Dieudonné MBUYI (La Tempête des Tropiques)

Pigistes (provinces)
Correspondants de Syfia/InterCongo média et de Panos Paris

Dessin
Patou BOMENGA
Lav-out et mise en page
ASIMBA BATHY
Diffusion
Jean KIALA
Fabrice RUGAMIKA